



Conseil de sécurité

Distr. générale
4 janvier 2013
Français
Original : anglais

Lettre datée du 4 janvier 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Soudan du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le Gouvernement de la République du Soudan du Sud a le regret d'informer le Conseil de sécurité de violations commises à l'encontre de son peuple, de son territoire et de sa souveraineté par la République du Soudan pendant la période des fêtes. En voici le détail :

1. Le 26 décembre 2012, entre 8 heures et midi, les Forces armées nationales du Soudan ont lancé simultanément une attaque aérienne et une attaque terrestre contre des cibles civiles à Kiir Adem. Onze bombes ont été lâchées dans la zone, tuant deux femmes et un enfant. Dans l'après-midi, 14 bombes ont été lâchées sur Aweil, la capitale du Bahr el-Ghazal septentrional, ce qui porte à 25 le nombre total de bombes tombées sur l'État pour cette seule journée. L'Armée populaire de libération du Soudan a entrepris de protéger son territoire et repoussé les troupes terrestres des Forces armées nationales du Soudan hors de la République du Soudan du Sud, qui ont fui vers Abou Matariq (Darfour méridional).

2. Le Gouvernement de la République du Soudan du Sud est très inquiet de voir les troupes des Forces armées nationales du Soudan se masser à ses frontières, en particulier le long de celle du Bahr el-Ghazal septentrional. Nous supposons qu'elles veulent occuper la région de Kiir Adem, où sont déjà déployés 3 000 soldats et des centaines de miliciens arabes à cheval.

3. Dans le Haut-Nil, les Forces armées nationales du Soudan, en collaboration avec des milices sud-soudanaises, ont lancé plusieurs offensives contre des exploitations agricoles dans le but de déstabiliser la production. Pour l'heure, 17 exploitants sud-soudanais ont été kidnappés par les Forces armées et les milices fantoches.

4. À Jau, dans l'État de l'Unité, des centaines de miliciens ont été déployés pour occuper les champs pétroliers. Des déplacements semblables ont été observés et rapportés respectivement dans le Ouaraab et le Bahr el-Ghazal occidental.

Le Gouvernement de la République du Soudan du Sud demande au Conseil de sécurité de condamner dans les termes les plus fermes l'attitude belliqueuse de la République du Soudan et les agressions qu'elle a perpétrées contre le peuple et le territoire de la République du Soudan du Sud. Ces actes regrettables sont absolument contraires aux dispositions de la résolution 2046 (2012) et à l'esprit de



bonne volonté qui doit présider à l'application des accords d'Addis-Abeba du 27 septembre 2012. Ils compromettent dangereusement les chances de mettre un jour en place la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, ils sont la preuve criante de la réticence du Gouvernement soudanais à créer un mécanisme de contrôle et retardent encore la perspective d'un référendum sur Abyei. Le Gouvernement du Soudan du Sud demande instamment au Conseil de sécurité de faire jouer tous ses pouvoirs et ses mécanismes, notamment sa résolution 2046, pour aider la République du Soudan du Sud à protéger son peuple et son intégrité territoriale.

Khartoum ne doit pas oublier que la longue tradition de lutte qui caractérise le Soudan du Sud montre que les agressions du Soudan ne font que terroriser les populations civiles et ne pourront jamais apporter la paix, la sécurité et la stabilité dans nos deux pays. Il n'y a qu'en respectant les accords et en les appliquant de bonne foi que l'on parviendra à une paix et une réconciliation durables.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(Signé) Francis Mading **Deng**
